

CITIZEN

RÉSOLUTION DES CONFLITS

Quelle justice pour quelle paix ?

Grip / André Versaille / woxx

Pierre Hazan, spécialiste des questions de paix et de justice internationale, vient de publier au Grip un ouvrage au titre interpellant « La paix contre la justice ? Comment reconstruire un État avec des criminels de guerre ».

De l'ex-Yougoslavie au Soudan, du Proche-Orient au Cambodge, la question de l'intervention de la justice internationale se pose désormais à chaque conflit, suscitant immanquablement de virulentes controverses. Deux thèses s'affrontent : les uns ne voient dans cette justice qu'une arme utilisée ou délaissée par les gouvernements selon leurs intérêts du moment ; d'autres considèrent au contraire la lutte contre l'impunité comme le socle d'un État de droit et d'une société démocratique.

La justice est-elle un obstacle ou une condition à la paix ? Est-elle indispensable pour reconstruire des sociétés et rétablir une paix durable ? Pierre Hazan clarifie les enjeux et analyse les effets des politiques d'am-

nistie, de châtement et de pardon. L'auteur se penche tout d'abord sur l'émergence de nouveaux concepts (paix positive, peacebuilding, réconciliation...), puis examine l'impact de cette nouvelle diplomatie judiciaire. Enfin, il dégage de nouvelles pistes, montrant comment des stratégies de justice, y compris non pénales, peuvent faciliter les processus de paix. Interview avec l'auteur :

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Pierre Hazan : Depuis une quinzaine d'années, il y a un intense débat sur le rôle de la justice internationale. Ce débat est lié à l'extension d'une justice internationale qui intervient désormais en temps de guerre. Dès qu'une crise éclate, que ce soit au Proche-Orient, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, la question de la lutte contre l'impunité des violations massives des droits de l'homme se pose. Et simultanément, la justice est accusée d'être politiquement manipulée. Ou, au contraire, d'être un

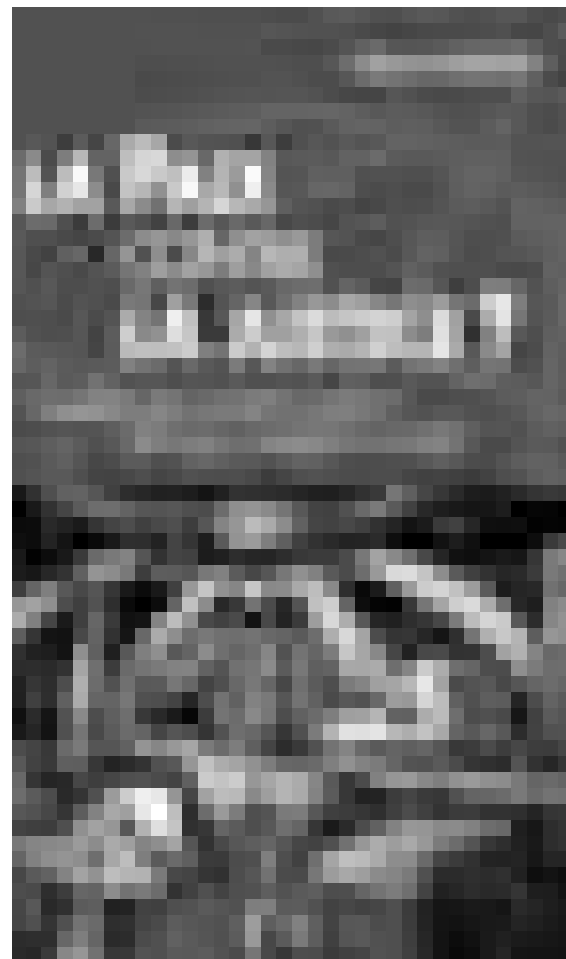
instrument du néo-impérialisme occidental, qui impose ses normes et ses valeurs à certaines cultures qui ont leurs propres mécanismes de gestion de la violence. Face à des réponses trop souvent idéologiques, il me semblait important de clarifier les débats et d'apporter des éléments concrets de réponse.

La recherche de la justice et de la paix sont-elles compatibles ?

On assiste souvent à un dialogue de sourds sur cette question. Les médiateurs affirment que la paix est une condition à la justice, alors que les défenseurs des droits de l'homme disent, au contraire, que c'est la justice qui est une condition à la paix. J'ai voulu montrer ici qu'il existe des stratégies qui permettent d'avancer ensemble vers la paix et la justice. Ceci dit, je montre aussi que dans certains cas, la tension n'est pas surmontable. Et dans ces cas très spécifiques, l'introduction de mécanismes de justice peut compliquer ou retarder un règlement négocié.

Pensez-vous que la justice internationale ait déjà sciemment torpillé des négociations de paix ?

Oui, c'est déjà arrivé. Prenez le cas du président libérien, Charles Taylor. Pendant quatre ans, les Nations unies l'ont supplié de prendre part à des négociations de paix pour terminer la terrible guerre qui ravage alors la Sierra Leone et le Libéria. Charles Taylor accepte et lorsqu'il se rend au Ghana où l'attendent notamment quatre chefs d'Etats, le procureur du Tribunal spécial de la Sierra Leone rend publique son inculpation pour crimes de guerre et crime contre l'humanité. Les diplomates sont furieux, car ils considèrent qu'au nom de principes moraux, le procureur vient de sacrifier des milliers de vie, en torpillant le processus de paix. Rétrospectivement, cette inculpation a délégitimé Charles Taylor, l'a isolé, contraint à l'exil, avant qu'il ne soit remis à la justice. Il est actuellement jugé à La Haye. En ce cas, la diplomatie judiciaire a joué un rôle positif. Mais est-ce le rôle d'un procureur de décider de la validité



d'un processus de paix ? Ne s'est-il pas arrogé un pouvoir excessif ? Autant de questions que j'examine dans le livre.

Comment avez-vous procédé ?

Dans la première partie, je montre comment les concepts de justice et de paix se sont développés ces dernières années et comment la révolution juridique entamée il y a moins de vingt ans a modifié les règles du jeu en politique internationale. Dans une seconde partie, j'analyse une dizaine de conflits, où la question de l'articulation de la justice et de la paix s'est posé de manière aiguë, notamment en Afrique du Sud, dans le conflit israélo-palestinien, en Amérique latine, dans l'ex-Yougoslavie, au Libéria, en Afghanistan, au Liban...

Après avoir couvert comme journaliste de nombreux conflits, Pierre Hazan s'est spécialisé sur les questions de paix et justice internationale. Son livre est publié par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip), en partenariat avec André Versaille Éditeur. Il s'agit du premier titre de la nouvelle collection « L'International en jeu », des livres conçus pour être abordables pour un public de non-spécialistes et présentés sous un format didactique.

www.grip.be

Agenda citoyen

Manifestation devant l'ambassade chinoise le vendredi 29 octobre à 18h, pour revendiquer la libération immédiate du lauréat du prix Nobel de la Paix Liu Xiaobo et des milliers de prisonniers d'opinion en Chine. Organisé par Amnesty International, avec le soutien de l'ACAT, des Amis du Tibet, de la ligue des droits de l'Homme et du Mouvement Ecologique. Ce dernier souligne qu'une partie des prisonniers politiques se sont engagés sur des sujets écologiques. www.amnesty.lu/spip

Manifestation « Freedom not fear » le samedi 6 novembre à partir de 13h30 contre la surveillance et pour la protection des données. La manif partira de la gare de Luxembourg et se terminera sur la place d'Armes avec discours et stands d'infos. Organisé par une dizaine d'ONG.

http://wiki.vorratsdatenspeicherung.de/Freedom_Not_Fear_2010/Luxembourg

Séminaire sur « Les retraites, un enjeu de société », samedi 13 novembre de 9 à 13 heures au Casino syndical à Bonnevoie. Organisé par Transform Luxembourg, qui « rassemble des acteurs associatifs, syndicaux et politiques afin de mener une analyse critique des logiques sociales dominantes et d'élaborer des alternatives au néolibéralisme en faillite ». Transform est membre d'un réseau européen de think-tanks proche du Parti de la gauche européenne. www.transform.lu